

Questions orales

En résumé, nous avons expliqué—mon collègue, le ministre des Finances l'a fait—pourquoi nous avons haussé le taux d'intérêt au Canada et je ne comprends pas pourquoi le député persiste à dire que c'est la faute du gouvernement actuel et non celle de l'ancien gouvernement.

M. Chrétien: Sortez si vous ne voulez pas parler de façon sensée.

LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Arthur Phillips (Vancouver-Centre): Hier, le ministre a dit qu'on infligeait aux gens le supplice de taux d'intérêt élevés, mais dans un an ou deux, les Canadiens profiteront des résultats de cette politique. Je dois dire que cela me rappelle le général américain pendant la guerre du Vietnam . . .

Une voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a-t-il une question supplémentaire à poser?

M. Phillips: La voici, monsieur l'Orateur. Étant donné que, selon le ministre, la hausse des taux d'intérêt est nécessaire si on veut soutenir le dollar et combattre l'inflation, peut-il nous dire, ce que le ministre suppléant a refusé de faire il y a deux jours, ce que le gouvernement entend par la valeur raisonnable du dollar, 90c., 85c. ou 80c.? Quelle est la valeur la plus raisonnable, selon lui?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si certains subissent le supplice des taux d'intérêt élevés, le député a été épargné, si j'en juge par sa bonne mine.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Vous êtes déjà fatigué, John.

M. Crosbie: Grâce à notre politique et aux mesures que nous avons prises qui contribueront à améliorer notre économie, nous imposons certains sacrifices aux gens, mais d'ici un an, nous serons sortis de l'ornière, et cela, grâce à notre politique.

Des voix: Oh!

Une voix: Et le dollar?

LES POLITIQUES FUTURES CONCERNANT LES TAUX D'INTÉRÊT—LES CONSÉQUENCES DES HAUSSES DU PRIX DU PÉTROLE

M. Arthur Phillips (Vancouver-Centre): Monsieur l'Orateur, étant donné qu'en augmentant rapidement le prix du pétrole, le gouvernement va laisser l'inflation dépasser 10 p. 100 au cours de l'année prochaine, faut-il s'attendre que le gouvernement majorera de nouveau les taux d'intérêt pendant un certain temps et que les particuliers et chefs de petites entreprises auront encore à subir de nombreux autres supplices au cours des deux prochaines années?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, ce à quoi il faut s'attendre, c'est que le gouvernement agisse dans l'intérêt à long terme de l'économie de notre pays. Si nous prenons ces mesures dès maintenant, c'est qu'elles s'imposent maintenant, en raison de la faiblesse de notre

économie et des événements qui se sont produits au cours des dernières années.

Ces mesures que nous devons prendre sans plus tarder ne seront douloureuses que pendant un temps. Il n'existe aucun moyen d'améliorer notre situation économique sans que bien des gens en souffrent. Nous avons bon espoir qu'en prenant ces mesures dès maintenant, le Canada retrouvera d'ici à quelques mois et quelques années sa vigueur économique normale. C'est l'avis d'observateurs et d'économistes comme M. Grant, de la maison Wood, Gundy, selon qui le Canada connaîtra de dures épreuves d'ici à cinq ans. Toutefois, notre économie n'en est probablement pas moins la plus solide du monde occidental, et aucun autre pays n'a autant d'atouts pour survivre. Si nous prenons dès maintenant les mesures qui s'imposent, nous réussirons.

● (1120)

LA CRÉDIBILITÉ DU GOUVERNEMENT FACE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre, qui va au cœur même du principe de gouvernement, c'est-à-dire sa crédibilité. Étant donné que la réalité économique canadienne d'avant les élections du mois de mai, qui était caractérisée par des taux élevés d'inflation et de chômage et un faible taux de croissance économique, est encore la même aujourd'hui, comme l'a reconnu hier le gouverneur Bouey, le premier ministre voudrait-il expliquer aux Canadiens pourquoi il a jugé bon, avant les élections, de promettre de faire baisser le taux d'intérêt, mais de les majorer après? Cela ne pose-t-il pas un grave problème de crédibilité?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur en réponse à cette question que le chef du Nouveau parti démocratique me pose pour la troisième journée consécutive, je tiens à lui répéter, et j'espère que cette fois il comprendra, que lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir, il a constaté que l'économie canadienne était dans un état encore plus lamentable qu'il ne l'avait prévu.

Des voix: Oh, oh!

M. Breau: Le ministre des Finances vient de dire que notre économie était la plus solide du monde occidental.

M. Clark: La situation était plus grave que nous l'avions imaginée. Nous subissons les conséquences de la mauvaise administration du gouvernement précédent.

M. Chrétien: Vous formez maintenant le gouvernement.

M. Clark: L'ex-ministre des Finances, qu'on a mis au rancart en le chargeant des relations fédérales-provinciales dans l'espoir qu'il se tienne tranquille, dit que nous formons maintenant le gouvernement. Le problème, c'est que les libéraux l'ont formé avant nous. Ils nous ont légué un tas de problèmes dont la solution requiert le genre de mesures que nous prenons actuellement.